

Dépôts :

Le 6 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des travailleurs hongrois réfugiés en France, n° 3461. — Le 22 mars 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3461) de M. Couturaud et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le reclassement des travailleurs hongrois réfugiés en France, n° 4624. — Le 24 juin 1957, une proposition de loi tendant à assurer le respect des droits légaux des déportés, internés, résistants et politiques, combattants volontaires de la Résistance et autres victimes de la guerre, n° 5224.

Interventions :

Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales de la Charente-Maritime (6^e siège) [10 février 1956] (p. 238). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont motivé la saisie du journal *Fraternité française* en Algérie [22 mars 1956] (p. 1162). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, états G et H, P. T. T. : *Salaires des facteurs et des agents de lignes, insuffisance des effectifs, fonctionnement du réseau téléphonique de Seine-et-Oise* [7 décembre 1956] (p. 5711, 5712); *Explications de vote sur les questions de confiance; est rappelé à l'ordre* [10 décembre 1956] (p. 5811); — d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Art. 1^{er} : *Insuffisance des marges bénéficiaires accordées aux entreprises laitières* [28 février 1957] (p. 1200 et 1201); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Politique économique et financière) : *Ses observations sur la diminution du pouvoir d'achat des ouvriers, les « tracasseries » administratives exercées contre les commerçants* [19 mars 1957] (p. 1686 à 1688); *est rappelé à l'ordre* [22 mars 1957] (p. 1805). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du plan, une question orale relative à l'annonce erronée de l'augmentation du prix de l'essence [5 juillet 1957] (p. 3287). — Est

rappelé à l'ordre [2 octobre 1957 (p. 4482). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1957] (p. 4501). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Le développement du tourisme, source de devises* [15 novembre 1957] (p. 4848); — d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier de certaines mesures spéciales les anciens déportés et internés : *Application de l'article 10 demandée par le Gouvernement* [10 décembre 1957] (p. 5275); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance; Report du paiement du pécule des prisonniers de guerre; versement, à terme échu, de la retraite des anciens combattants; usage abusif de l'article 10 du décret organique* [16 janvier 1958] (p. 66, 67, 74); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière : *Retrait du permis de conduire; Appui demandé aux parlementaires pour faire supprimer les conventions* [28 janvier 1958] (p. 285, 286)) — sur la question orale de M. Juliard relative à la demande de suspension des contrôles fiscaux [7 février 1958] (p. 595); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, Art. 145 bis : *Amendement de M. Privat (Rapport relatif à la régularité de certains marchés du Secrétariat d'Etat à l'Air)* [25 mars 1958] (p. 1931); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Paiement de la retraite du combattant et du pécule des prisonniers* [26 mars 1958] (p. 2002); *Son article additionnel prévoyant que le pécule des anciens prisonniers de guerre sera payé avant la fin de la session parlementaire en cours* [28 mars 1958] (p. 2090).

COUVE DE MURVILLE (M. Maurice)

(N. P.).

Ministre des Affaires étrangères.

(Cabinet Charles DE GAULLE)

du 1^{er} juin 1958 au 8 janvier 1959.

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).